

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'environnement, de  
l'énergie et de la mer  
Ministère des affaires sociales et de la  
santé

## Arrêté du XXXXX

**Modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>**

NOR : DEVL 1701094A

**La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer et la ministre des affaires sociales et de la santé,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2224-6, L. 2224-8, L. 2224-10 et R. 2224-6 à R. 2224-17 ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub> ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 3 février 2017 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du XX/XX/XXXX ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du XX/XX/XXXX ;

Vu les observations formulées lors de la consultation publique réalisée du XX/XX/XXXX au XX/XX/XXXX, en application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement ;

**Arrêtent :**

**Article 1<sup>er</sup>**

L'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 2 à 12 du présent arrêté.

## **Article 2**

L'article 6 est modifié comme suit :

1° Le deuxième alinéa est supprimé ;

2° Le quatrième alinéa est ainsi rédigé : « Après avis de l'agence régionale de santé, il peut être dérogé aux prescriptions de l'alinéa ci-dessus, par décision préfectorale, sur demande du maître d'ouvrage accompagnée d'une expertise démontrant l'absence d'incidence. » ;

3° Au cinquième alinéa, les mots : « coûts excessifs » sont remplacés par les mots : « coûts prohibitifs ».

## **Article 3**

Au sixième alinéa de l'article 8, les mots : « coûts excessifs » sont remplacés par les mots : « coûts prohibitifs ».

## **Article 4**

Au I de l'article 9, Concernant l'implantation de la station de traitement et de ses points de rejets et de déversements :

1° Au 2°, les mots : « par rapport aux habitations et » sont supprimés ;

2° Au 3°, les mots : « et des réglementations, » sont supprimés ;

3° Après le 3°, les dispositions suivantes sont ajoutées : « 4° la démonstration du respect des dispositions relatives à la préservation des nuisances de voisinage et des risques sanitaires. ».

## **Article 5**

Au dixième alinéa de l'article 12, les mots : « de collecte » sont remplacés par les mots : « d'assainissement ».

## **Article 6**

Au quatrième alinéa du II de l'article 17, les mots : « les coûts excessifs » sont remplacés par les mots : « les coûts prohibitifs ».

Au deuxième alinéa du III de l'article 17, les mots : « bassin d'infiltration » sont remplacés par les mots « dispositif d'infiltration ».

## **Article 7**

Au huitième alinéa de l'article 19, les mots : « Les modalités de transmission de ces informations sont définies, au cas par cas, entre le ou les maîtres d'ouvrage du système d'assainissement, les responsables concernés et l'agence régionale de santé dans un protocole qui prévoit notamment la définition de l'alerte, la période d'alerte, les mesures de protection des usages concernés et les modalités de levée de l'alerte. » sont remplacés par les mots : « Les modalités de transmission de ces informations sont définies, au cas par cas, à l'initiative du ou des maîtres d'ouvrage du système d'assainissement, avec les responsables concernés et l'agence régionale de santé dans un protocole qui prévoit notamment la définition de l'alerte, la période d'alerte, les mesures de protection des usages concernés et les modalités de levée de l'alerte. »

## **Article 8**

L'article 20 est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa du 1 du II est ainsi rédigé :

« Toutes les agglomérations d'assainissement concernées disposent d'un cahier de vie de leur système d'assainissement au plus tard le 31 décembre 2017. »

2° Le dernier alinéa du 1 du II est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans le cas où la taille de l'agglomération d'assainissement est inférieure à 12 kg/j de DBO5 ou dans le cas où la capacité nominale de la station de traitement des eaux usées est inférieure à 12 kg/j de DBO5, le cahier de vie et ses mises à jour sont tenues à la disposition du service en charge du contrôle et de l'agence de l'eau ou de l'office de l'eau.

Dans les autres cas, le cahier de vie et ses mises à jour sont transmis pour information au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau. »

### Article 9

A la dernière ligne des tableaux 1 et 2.1 de l'annexe 1, les mots : « Les mesures sont effectuées sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, avec des préleveurs automatiques réfrigérés, isothermes (4° +/- 2) et asservi au débit. » sont remplacés par les mots : « Les mesures sont effectuées sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, avec des préleveurs automatiques réfrigérés ou isothermes (maintenus à 5° +/- 3) et asservis au débit. ».

### Article 10

Le tableau 4 de l'annexe 2 est modifié comme suit :

1° A la troisième ligne, les mots : « Cas général en entrée et en sortie » sont remplacés par les mots : « Cas général en entrée et en sortie (2) » ;

2° La ligne relative aux zones sensibles à l'eutrophisation (paramètre azote) en entrée et en sortie est remplacée par la ligne suivante :

Zones sensibles à l'eutrophisation (paramètre azote) en entrée et en sortie (2)	NTK	1319	168	4	12	24	52	104	208	365
	NH4	1335	169	4	12	24	52	104	208	365
	NO2	1339	171	4	12	24	52	104	208	365
	NO3	1340	173	4	12	24	52	104	208	365

### Article 11

L'annexe 3 est modifiée comme suit :

1° Le titre de l'annexe 3 est rédigé comme suit : « PERFORMANCES MINIMALES DES STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DES AGGLOMERATIONS D'ASSAINISSEMENT ».

2° A la première ligne du tableau 6, les mots : « CHARGE BRUTE de pollution organique reçue par la station en kg/j de DBO5 » sont remplacés par les mots : « CHARGE BRUTE de pollution organique produite par l'agglomération d'assainissement en kg/j de DBO5 ».

3° A la première ligne du tableau 7, les mots : « CHARGE BRUTE de pollution organique reçue par la station en kg/j de DBO5 » sont remplacés par les mots : « CHARGE BRUTE de pollution organique produite par l'agglomération d'assainissement en kg/j de DBO5 ».

### Article 12

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 2017.

Les dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté ne s'appliquent pas aux dossiers déposés avant le 1<sup>er</sup> juin 2017.

### **Article 13**

Le directeur de l'eau et de la biodiversité et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris,

Pour la ministre d'Etat, ministre de  
l'environnement, de l'énergie et de la mer et  
par délégation,

Pour la ministre des affaires sociales et de la  
santé et par délégation,